

# CAS D'EXPÉRIENCE

## Madagascar

### CAS DU CADRE INTEGRE : Programme de Renforcement des Capacités dans les Négociations Internationales (PRC)

**Date de la soumission:** Décembre 2010

**Région:** Afrique

**Pays:** Madagascar

**Type:** approche, processus, projet ou programme

**Auteur:** Coordonnateur National du Projet Cadre Intégré sous la supervision du Ministère du Commerce.

Coordonnées: Immeuble Conquête Antanimena Antananarivo Ministère du Commerce – Madagascar – 261  
33 11 466 88 – r\_moand@yahoo.fr ou rmoand@gmail.com

## MADAGASCAR

### PRESENTATION DE CAS D'EXPERIENCE AIDE POUR LE COMMERCE

#### CAS DU CADRE INTEGRE : Programme de Renforcement des Capacités dans les Négociations Internationales (PRC)

Rappel : les cas d'expérience doivent porter sur la période débutant après le lancement de l'initiative sur l'Aide pour le commerce en décembre 2005

##### Résumé analytique

Figurant parmi les trois PMA pilote du Cadre Intégré (CI) en 2001, Madagascar a été bénéficiaire d'une allocation au titre du Windows 2 d'un montant de 1.000.000 US\$ sur le Fonds d'affectation spéciale du CI.

Ayant élaboré son Etude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce (EDIC) en 2003 ainsi que sa Matrice d'actions prioritaires en 2004, et après la tenue de la Table ronde des bailleurs au titre de validation, Madagascar y a sélectionné deux programmes dont la mise en œuvre a été assurée par le financement cité supra à raison de :

**-679.000 US\$ pour le premier, intitulé : « Programme de Renforcement des capacités dans les négociations internationales » ou PRC : mis en œuvre de 2005 à Fin décembre 2007**

**-321.000 US\$ pour le deuxième intitulé : Programme d'Appui aux Exportations ou PAE. : mis en œuvre du mois d'Octobre 2007 à Fin Décembre 2010.**

Il s'agit de pouvoir assurer l'imprégnation des acteurs économiques et politiques dans les arcanes des négociations commerciales internationales en vue d'une meilleure maîtrise des processus d'évolution des accords commerciaux via :

- (i) la préparation et la participation effectives des négociateurs émanant de l'Administration, du Secteur Privé, de la Société civile, des milieux académiques aux différentes séances de négociation au niveau sous régional, régional, continental, multilatéral et/ou international ;
- (ii) la restitution systématique et chronologique des résolutions des réunions assistées ;
- (iii) une large diffusion des informations pertinentes sur l'avancée des négociations, les positions des différentes parties en cause dont celles de Madagascar et ;
- (iv) la constitution d'équipe de négociateurs en front office et d'experts en back office pour anticiper et préparer de manière pondérée, les positions de Madagascar dans le temps et dans l'espace, avec une évaluation des compétences existantes des négociateurs, des compétences requises et du gap de compétence à pourvoir selon un plan de renforcement de capacités.

##### 1. Questions traitées :

**Négociations commerciales internationales : intégration régionale (SADC, COMESA, COI, APE/UE), multilatérale (OMC)**

**PRC** : Renforcement des capacités (des parties prenantes au commerce : négociateurs émanant de l'Administration, du Secteur privé, de la Société civile et des milieux académiques) dans les négociations internationales ;

Assistance technique liée au commerce (ATLC) :

11. Politique et réglementation commerciales :

111. Politique commerciale et gestion administrative

- 112. Facilitation du commerce
- 113. Accords commerciaux régionaux
- 114. Négociations commerciales multilatérales
- 115. Education/formation dans le domaine du commerce
- 12. Infrastructure économique liée au commerce :
  - 122. Communications (réseau internet : niveau de débit)
- 13. Renforcement de la capacité de production
  - 131. Développement du commerce (diversification des exportations)
  - 132. Compétitivité et chaîne de valeur

## 2. Objectifs

### Objectifs généraux du Cadre Intégré :

- placer la politique commerciale au centre des plans de développement national des PMA, y compris leurs éléments axés sur la lutte contre la pauvreté
- faciliter la coordination et la fourniture de l'Assistance technique liée au commerce accordées par chacune des organisations participantes dans leur domaine de compétence particulier et par les autres partenaires de développement

PRC : 2 produits constituent les objectifs à atteindre pour ce programme à savoir :

- Madagascar tire le meilleur parti des négociations internationales
- Toutes les parties prenantes internalisent le commerce dans leur stratégie de développement

### 3. (Pour les projets et programmes: conception et mise en œuvre)

PRC

- **conception**

= sélection du thème des négociations internationales comme environnement incontournable du commerce international, parmi les activités figurant dans la Matrice d'actions prioritaires consécutive à l'EDIC de 2003 ;

Il est à souligner l'importance de l'appui technique du bailleur facilitateur en l'occurrence la Banque Mondiale qui possède des expertises dans le domaine du commerce international et des négociations commerciales internationales et qui s'est fortement impliquée au niveau non seulement de la conception de toutes les activités entreprises au titre du présent programme mais surtout tout au long de leur mise en œuvre à travers l'enrichissement des contenus techniques.

En effet, la BM a invité différents experts internationaux pour animer divers ateliers et séminaires en partageant leurs expériences professionnelles sur différentes thématiques contribuant au renforcement de capacités en négociation internationale, commerce international, politique et stratégie commerciale. . . en faveur des acteurs et parties prenantes au développement du commerce nationales.

= validation :

les Programmes de Travail Annuels de 2005 à 2007 ont été conçus et validés par les parties prenantes siégeant au sein du Comité de Pilotage (Administration - Secteur privé et les Bailleurs de fonds BM en sa qualité de facilitateur des donateurs et le PNUD comme gestionnaire des fonds).

- ***mise en œuvre***

- chronogramme : à compter de novembre 2005 jusqu'à fin 2007 (date de clôture du programme : 31/12/2007) ;

- assurée par une Cellule d'exécution instituée par un texte juridique du Ministre chargé du Commerce et ;

- appuyée techniquement par un Expert National, effectuée sous la supervision *stratégique* du Point focal national (tenu par un Haut Fonctionnaire du Ministère en charge du Commerce) et *opérationnelle* du Coordonnateur National (Fonctionnaire détaché du Ministère du Commerce).

#### **4. Problèmes rencontrés**

- L'application par le gestionnaire des fonds, du mode de gestion des fonds avec ses impératifs, avantages/inconvénients :

- Exécution directe par un Expert national qui ne permet pas toujours une bonne coordination des activités avec les responsables du Ministère en charge du Commerce ;
- NEX (exécution nationale) : délai de mise en place et d'assimilation des procédures ayant amené un retard du début de la mise en œuvre pour 2007.

- En outre, le PTA n'a pas offert assez de flexibilité (possibilité d'insérer la programmation et la mise en œuvre de certaines activités jugées importantes et pertinentes survenues en cours d'année et concourant à l'atteinte des objectifs du programme) recommandée par la Partie nationale (Ministère en charge du Commerce).

- L'obligation pour le gestionnaire des fonds (PNUD) de respect du principe de « rigueur » dans l'application des procédures de gestion se traduit par (i) une lourdeur des procédures administratives et financières avant, pendant et après le délai de mise en œuvre du programme, entraînant à chaque année, un retard dans le commencement de la mise en œuvre (cas de 2006 et 2007), (ii) un raccourcissement de facto des délais annuels de mise en œuvre, (iii) l'annulation de certaines activités déjà prévues dans les PTA successifs (2006-2007), ramenant l'utilisation du reliquat budgétaire pour l'exercice annuel suivant et (iv) une rallonge de la durée de mise en œuvre du programme dans le temps (2005/2006/2007) ;

- Une insuffisance de compréhension des attributions de chacun des bailleurs travaillant sur le Programme du Cadre Intégré (handicap qui a été, avec le temps, atténué par l'organisation de réunions de clarification concertées).

#### **5. Facteurs de réussite/d'échec**

##### **5.1. Facteurs de réussite :**

- L'appui technique important du bailleur facilitateur en l'occurrence la Banque Mondiale dans la fourniture d'expertises dans le domaine du commerce international et des négociations commerciales internationales au niveau non seulement de la conception de toutes les activités entreprises au titre du présent programme mais surtout tout au long de leur mise en œuvre à travers l'enrichissement des contenus techniques.

- Les activités entreprises au titre du PRC ont contribué à :

- mieux faire connaître aux acteurs économiques, aux dirigeants politiques et au public en général, les enjeux des négociations internationales dont celles régionales contribuant à renforcer leurs capacités dans la gestion des négociations commerciales de manière à mieux apprécier leur importance dans l'adaptation des opérateurs économiques à l'exercice de l'activité commerciale à l'échelon tant interne qu'à l'international (exportation) ;
- aider les dirigeants politiques et les acteurs concernés (Secteur privé, Société civile, partenaires au développement, milieux académiques) à mieux maîtriser et à améliorer les conditions de mise en œuvre des accords commerciaux auxquels a adhéré Madagascar ;
- aider à l'identification des besoins en infrastructures, en savoir-faire technique et technologique autour des conditions requises pour l'intégration de Madagascar dans le système commercial multilatéral et le commerce mondialisé ;
- une meilleure compréhension et une meilleure application de l'intégration régionale au sein du tissu socioéconomique national ;
- initier des études qui auront des impacts positifs sur le développement du commerce et des exportations dans le moyen et long terme ;
- mieux préparer l'offre exportable du pays par rapport aux exigences de tous ordres des marchés ciblés des différents pays partenaires affiliés aux différentes organisations régionales ou multilatérales auxquelles Madagascar a adhéré.

#### 52. Facteurs d'échec :

➔ Lourdeur des procédures administratives et financières du bailleur gestionnaire des fonds (PNUD), entraînant à chaque année, un retard dans le commencement de la mise en œuvre (cas de 2006 et 2007)

➔ Raccourcissement de facto des délais annuels de mise en œuvre entraînant l'annulation de certaines activités déjà prévues dans les PTA successifs.

➔ Insuffisance d'application des recommandations des différentes études pertinentes effectuées au titre du PRC par les parties prenantes concernées (création de structures appropriées de dispositif de suivi et de veille sur les négociations commerciales internationales) en vue de l'atteinte de meilleurs résultats dans l'appropriation des différentes négociations commerciales en cours par les acteurs concernés dont le Secteur privé.

Parmi quelques exemples, n'ont pas pu être mis en place (i) l'entité nationale censée assurer la coordination des négociations internationales dénommée CNCI ou Conseil National de Coordination des négociations internationales (ii) le Pool des négociateurs en front office et des experts en back office chargés du suivi, de la préparation, de l'anticipation, de la détermination ainsi que de la rédaction des positions nationales et de la stratégie à appliquer. Une des raisons en est l'insuffisance des moyens pour leur fonctionnement récurrent.

#### 6. Résultats obtenus (accent mis sur les résultats intermédiaires) :

6.1. Au titre de l'objectif d'« **accroissement durable des exportations de biens et services** », on relève les résultats atteints consistant en :

- la disponibilité pour le gouvernement et les autres acteurs économiques, de plusieurs études stratégiques sur l'intégration régionale : Etude sur la stratégie d'intégration régionale // Revue des engagements internationaux de Madagascar // Etude sur les opportunités commerciales de la SADC // Etude sur la coordination institutionnelle dans le cadre des négociations commerciales internationales // Identification des besoins de formation des artisans pour les produits destinés aux touristes et ceux destinés à l'exportation // Elaboration des documents d'aide à la décision de la mise

en place des marchés artisanaux dans les Régions touristiques // Elaboration d'un plan écomarketing du Parc Zoologique d'Antananarivo // Détermination des positions du Secteur privé et de la Société civile sur le développement des échanges et des entreprises par leurs représentants négociateurs // Mise en place d'un dispositif de veille négociations internationales auprès de la Direction des Relations Internationales et de l'Intégration Economique au sein du Ministère en charge du Commerce // Etude portant Bilan de la mise en œuvre de la Matrice d'actions de l'Etude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce (EDIC).

- une élaboration des positions nationales sur les négociations APE,
- la disponibilité des informations pertinentes auprès des groupements du Secteur privé et des CCI régionales sur les enjeux de l'intégration régionale (SADC, COMESA) et APE (thématiques : agriculture, propriété intellectuelle, normes et réglementations techniques),
- la disponibilité des Cadres experts de l'Administration et des groupements professionnels du Secteur privé en matière d'exploitation et d'application pratique des outils d'analyse et de recherche de marchés du CCI (Trademap, Productmap, Macmap),
- la conclusion des négociations commerciales avec la SADC (plan de démantèlement tarifaire) en faveur de Madagascar,
- l'obtention de la prolongation des mesures spéciales jusqu'en 2012 dans l'AGOA,
- l'élaboration d'un plan d'actions sur le tourisme durable,
- une meilleure connaissance des opportunités, perspectives et menaces en termes d'IDEs (Investissements Directs Etrangers) pour Madagascar.

**6.2.** Au titre de l'objectif selon lequel « *Madagascar tire le meilleur parti des négociations internationales* », les résultats obtenus ci-après :

- la disponibilité d'une politique commerciale validée par toutes les parties prenantes ;
- la mise à jour du calendrier des négociations commerciales internationales avec la détermination des enjeux pour Madagascar.

**6.3.** Au titre de l'objectif selon lequel « *toutes les parties prenantes au commerce international internalisent l'intégration du commerce au processus de développement* », les résultats atteints concernent :

- la diffusion des informations techniques sur les enjeux de l'intégration régionale auprès des groupements professionnels et des CCI régionales,
- l'effectivité de la préparation de l'intégration de Madagascar au CIR par le Bilan de réalisation de l'EDIC 2003.

## **7. Enseignements tirés**

Ils concernent les points décrits respectivement ci-après :

- le mode d'intervention du bailleur facilitateur a permis de mettre en exergue le besoin et la nécessité de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des fonds (susciter et rendre effectif le « cofinancement » via les Programme Indicatif National, Programme Indicatif Régional, Table ronde sectorielle, Stratégie d'assistance pays. . .) auprès des bailleurs opérant au pays dans la mise en œuvre des projets économiques de Madagascar et en particulier de ceux du Cadre Intégré ;
- la capacité d'appropriation nationale du processus du Cadre Intégré et de manière plus large, de l'Aide pour le Commerce, à travers le suivi et la maîtrise des négociations commerciales internationales, a été améliorée ;

-l'insuffisance de compréhension des mandats, rôles et missions dévolus à chaque partie prenante concernée dans la mise en œuvre du programme, a été corrigée et atténuée dans le temps par l'organisation de réunions de clarification, ayant permis une plus grande compréhension et créé un meilleur esprit d'équipe ;

-une plus grande flexibilité dans le choix des activités des PTAs a été constatée en troisième année de mise en œuvre du programme, avec une meilleure concertation entre les bailleurs facilitateur et gestionnaire des fonds, l'Administration et le Secteur privé ;

-la mise en œuvre du Cadre intégré notamment au niveau de la gestion financière, nécessite des critères de facilité de compréhension, de flexibilité et de transparence des procédures sans pour autant perdre de vue le principe de respect de la rigueur ;

-la communication sur les objectifs, les activités et les résultats obtenus de la mise en œuvre du Cadre Intégré doit être améliorée et intensifiée pour sensibiliser d'une part, tous les acteurs concernés au processus d'intégration du Commerce dans les stratégies de développement national, régional et communal et d'autre part, les donateurs sur l'intensité des besoins pluriannuels en ATLC des PMAS pour assurer la continuité de leurs efforts dans l'atteinte des objectifs de l'APC et du CIR.

## **8. Conclusion** (applicabilité à d'autres programmes)

Les conditions de sélection, de conception, de validation et de mise en œuvre du Programme PRC du Cadre Intégré à Madagascar peuvent revêtir des similarités pour les autres PMAs, étant entendu que ces derniers sont fortement handicapés par l'insuffisance de leurs connaissances dans le domaine des négociations commerciales internationales (sous régional, régional, continental, multilatéral).

Il en est de même pour les facteurs de réussite, d'échec ainsi que des enseignements tirés de sa mise en œuvre.

C'est dans cette optique que ce programme est estimé applicable pour d'autres pays.

### ***Annexes et/ou références :***

-Revue annuelle des activités du Programme PRC Années 2005 - 2006 – 2007.

-Matrice d'actions prioritaires de l'EDIC 2003



## Projet Cadre Intégré

Immeuble Ambohidahy – Porte 404

Tél : 22 316 10 Poste 4404 – 24 377 72

E-mail : [prci-mada@netclub.mg](mailto:prci-mada@netclub.mg)

### REVUE ANNUELLE 2006 DU PROJET CADRE INTEGRE

08 Janvier 2007

#### **1. INTRODUCTION**

Le Programme de Renforcement de Capacités a fait l'objet de l'approbation du Comité local d'Approbation des projets au mois d'Août 2004. Prévu pour démarrer en Septembre 2004 et se terminer en Décembre 2006, les activités n'ont effectivement commencé qu'au mois de Novembre 2005. Le résultat final attendu du Programme de Renforcement des Capacités est l'amélioration de l'insertion régionale et internationale de Madagascar, à travers l'accroissement de ses exportations. Aujourd'hui, les objectifs de Développement à l'horizon 2012 ont été fixés par le gouvernement et sont inscrits dans le document Madagascar Action Plan (MAP). Ils sont les suivants: **1) Taux de croissance économique de 8 à 10%; 2) Taux de croissance des exportations de 22.3%; 3) Part du commerce régional de 15% du commerce extérieur.** Le Programme de Renforcement de Capacités est la première étape vers l'atteinte de ces objectifs. Le budget disponible au 1er janvier 2006 était de 612.000 USD. Ce budget a été réévalué à 509.859 USD au mois d'Août 2006 pour tenir compte des activités pouvant être effectivement menées en 2006. Les dépenses totales en 2006 ont été de 403.532 USD, soit 65.9% du budget initial. Les résultats de cette première année de mise en oeuvre sont résumés ci-après.

#### **2. PRESENTATION DES RESULTATS 2006**

Le PTA 2006 était trop orienté vers des activités et les indicateurs de résultats dans le projet de document approuvé par le CLAP reflétaient ceci. Au mois de Juillet 2006, une réorientation des activités a été décidée par un comité constitué du MICDSP, de la Banque Mondiale et du PNUD sur proposition du représentant résident adjoint du PNUD. Ainsi, les résultats attendus ont été mieux définis, et les activités réorientées afin de concourir à des résultats tangibles. Le tableau ci-dessous présente les résultats reformulés ainsi que les activités réalisées.



**Résultat attendu : Croissance durable des exportations annuelles de biens et services**

Sous résultats attendus	Indicateurs	Activités	Réalizations
1. Politique commerciale élaborée et mise en œuvre	1) Politique élaborée; 2) Exécution du plan de mise en œuvre	Etude sur la Politique commerciale de Madagascar	Etude en cours en vue d'une validation au cours du semestre 2007
		Revue des engagements internationaux de Madagascar	Etude en cours en vue d'une validation au cours du premier semestre 2007
		Réunion interne du Ministère du Commerce sur les négociations à l'OMC après Hong Kong le 7 Mars 2006: 35 participants	Le Ministère du Commerce a intégré les <b>négociations OMC</b> dans l'élaboration de la politique commerciale
		Réunion interne du Ministère du Commerce sur les négociations APE le 21 Avril 2006.	Des <b>positions nationales</b> sur les négociations APE ont été <b>élaborées</b> et servent de <b>base</b> aux négociations de 2007
		Séminaire restreint sur les Accords de Partenariat Economique avec la Banque Mondiale (8 Juin 2006).	
		Colloque Gouvernemental sur l'Intégration Régionale (29 Juin 2006) : Présentation sur les APE	
		Etude sur « la Matrice de développement de Madagascar » dans le cadre des négociations APE	

Sous résultats attendus	Indicateurs	Activités	Réalizations
		Formation d'un chercheur du CREAM en Inde (Outil GTAP) - 18 au 24 Février 2006 et séminaire de formation - restitution le 12 Juillet 2006: 19 experts	L'outil GTAP destiné à analyser les flux du commerce international est disponible à Antananarivo et utilisable pour le secteur privé et l'Administration lors de la <b>mise en œuvre de la politique commerciale</b> à partir de 2007
2. Synergie et appropriation des décisions relatives au commerce international avec les parties prenantes instaurées	1) Organisme de concertation mis en place; 2) Adhésion formelle (PV) de l'Organisme de concertation aux décisions de politique commerciale	Etude sur la coordination institutionnelle dans le cadre des négociations commerciales internationales	Etude en cours en vue de la mise en place d'un organisme de concertation en 2007
3. Informations pertinentes sur l'offre et la demande disponibles et exploitées	Informations disponibles dans des structures formelles dans les 22 régions	Atelier d'information sur les Accords Commerciaux Internationaux à l'intention des médias (22 Mars 2006).	Sortie de 128 articles de presse nationale en 2006 sur les sujets de commerce international
		Atelier d'information à l'intention du Secteur Privé et de l'Administration, Antananarivo (12 - 13 Avril 2006): 145 participants	Les informations, générales dans un premier temps, sont disponibles <b>auprès des groupements du secteur privé</b>
		Journée de sensibilisation SADC au Salon Business to Business (15 Juin 2006): 75 dirigeants d'entreprise	

Sous résultats attendus	Indicateurs	Activités	Réalizations
		Atelier National d'information à l'intention de la Société Civile, Antananarivo (23 Mai 2006): 130 participants	Les informations, générales dans un premier temps, sont disponibles <b>auprès des associations de la société civile</b>
		Atelier d'information sur les Accords Commerciaux Internationaux à Nosy-Be (02 Juin 2006) : 42 participants	Les informations, générales dans un premier temps, sont disponibles <b>auprès des Chambres de Commerce locales</b>
		Atelier d'information sur les Accords Commerciaux Internationaux à Mahajanga (19 et 20 Juin 2006): 43 participants	
		Atelier d'information sur les Accords Commerciaux Internationaux à Antsirabe (21 Juillet 2006) 77 participants	
		Atelier d'information sur les Accords Commerciaux Internationaux à Fort Dauphin (28 Juillet 2006) : 40 participants	
		Atelier d'information sur les Accords Commerciaux Internationaux à Antsiranana (08 Septembre 2006): 47 participants	
		Atelier d'information sur les Accords Commerciaux Internationaux à Fianarantsoa (05 Octobre 2006): 48 participants	

Sous résultats attendus	Indicateurs	Activités	Réalizations
		Atelier d'information sur les Accords Commerciaux Internationaux à Tuléar (27 et 28 Octobre 2006): 51 participants	
		Mise en place de Centres de Documentation sur le Commerce International dans les Chambres de Commerce et d'Industrie de Nosy-Be, Mahajanga, Antsirabe, Fort Dauphin, Antsiranana et Tuléar par la dotation de documents.	
		Atelier National de formation sur les outils d'analyse des marchés (Trade Map / Product Map) 28 Août au 01 Septembre 2006: 27 formateurs	Les outils de recherche de marchés <b>Trade Map</b> et <b>Product Map</b> sont disponibles et utilisables dans 50% des grandes villes
		Formation sur Trade Map/ Product Map à Antsirabe – 30 et 31 Octobre 2006 : 20 spécialistes des secteurs public et privé	
		Formation sur Trade Map/Product Map à Tamatave – 07 au 09 novembre 2006 : 25 spécialistes des secteurs public et privé	
		Formation sur Trade Map / Product Map à Fianarantsoa – 12 au 14 Décembre 2006: 20	

Sous résultats attendus	Indicateurs	Activités	Réalisations
		spécialistes des secteurs public et privé	
		Dotations d'ordinateurs au Centre de Documentation du Ministère du Commerce	Centre <b>mis en place en 2007</b> en vue d'une accessibilité aux informations pertinentes à Antananarivo
4. Nouveaux marchés à l'exportation ouverts	Taux d'augmentation des exportations	Appui aux négociations sur le Plan de Démantèlement Tarifaire en vue de l'entrée de Madagascar dans la <b>Zone de Libre Echange de la SADC</b>	Madagascar a <b>conclu les négociations commerciales avec la SADC</b> au cours du mois d'octobre 2006. Le PCI avait assuré l'assistance technique, les études et le financement des négociations entre Avril et Octobre 2006.
		Réunion interne du Ministère du Commerce sur les négociations SADC le 9 Juin 2006.	
		Etude sur la mise en œuvre du Protocole sur le Commerce de la SADC	
		Etude sur les opportunités de marchés dans les pays de la SADC	
		Forum de l' AGOA aux <b>Etats-Unis</b> les 7 et 8 Juin 2006. Financement de la participation de Femmes Entrepreneurs de Madagascar et du Groupement des Entreprises Franches (GEFP)	Madagascar a effectué un lobbying actif en vue de la prolongation des mesures spéciales en faveur des Pays les Moins Avancés. Ces <b>mesures spéciales ont été prolongées en 2012.</b>

Sous résultats attendus	Indicateurs	Activités	Réalizations
		Mission du Secrétaire Général du MICDSP en <b>Thaïlande</b> afin de négocier un Accord bilatéral	Un <b>Accord de protection des investissements et de développement du commerce a été paraphé</b> lors de cette mission. L'Accord a été par la suite formellement signé entre les deux gouvernements.
5. Opérateurs et exportateurs performants face aux exigences en normes et qualité des marchés extérieurs	Nombre d'opérateurs agréés ou certifiés	Négociations sur l'harmonisation des normes au sein de la SADC : Mission de négociation du Ministère MICDSP (5-10 Août 2006)	Des <b>accords de partenariat</b> et de collaboration sont en cours de signature entre les organismes de normes de l'Afrique du Sud et du Botswana, et le Bureau des Normes de Madagascar en vue de la certification des entreprises malgaches
		Formation sur les techniques d'exportation organisée par le Centre Technique des Pratiques du Commerce International (CTPCI) et financée par le PCI à Antsiranana (Octobre 2006) : 77 participants	Les techniques d'exportation sont connues des exportateurs de la ville
		Organisation d'un Atelier National sur les mesures Sanitaires et Phytosanitaires (SPS) avec la collaboration de l'OMC les 13 et 14 Juillet 2006: 70 techniciens	Les techniciens de l'administration sont informés des normes de l'OMC en vue de l'appui aux agréments des exportateurs à compter de 2007
		Formation en normes d'un expert du Ministère du Commerce, Direction de la Normalisation et Qualité en Afrique du Sud – 13 au 16 Octobre	L'expert a reçu une formation sur les normes des produits préemballés pour les exportations vers l'Afrique du Sud et vers l'Union Européenne en vue de sa diffusion aux

Sous résultats attendus	Indicateurs	Activités	Réalisations
		2006	exportateurs en 2007
		Formation d'un expert aux normes d'hygiène alimentaire européennes et internationales en France et en Allemagne	Une <b>expertise locale existe</b> destiné à répondre aux besoins d'agrément et de certification des exportateurs à compter de 2007
6. Capacités d'offre compétitive dans les filières cibles renforcées	Accroissement de la production répondant aux normes et aux prix internationaux	Atelier National sur la Vanille – 28 Septembre 2006 : 118 participants	Stratégie de relance des exportations de la filière pour 2007-2008 adoptées
		Mise en place d'un Verger vitrine et de cinq Vergers pilotes dans les régions du Vakinankaratra et de l'Imoron'i Mania au bénéfice des arboriculteurs	Vergers vitrines et pilotes mis en place
		Formation des formateurs dans l'Alcool combustible du 20 Novembre au 23 Décembre 2006 dans deux régions : Analanjirofo, Atsinanana: 170 formateurs	Formations effectuées en vue d'un démarrage de la production en 2007
		Etude sur l'identification de besoin de formation des artisans pour les produits destinés aux touristes et ceux destinés à l'exportation	Etude en cours

Sous résultats attendus	Indicateurs	Activités	Réalisations
		Elaboration des documents d'aide à la décision de la mise en place des marchés artisanaux dans les Régions touristiques	Etude en cours
		Participation de deux experts à un séminaire international sur les teintures naturelles à Hyderabad (Inde) du 06 au 12 Novembre 2006	Artisans de Majunga formés aux exigences de qualité des produits en fibre végétale en vue de leur exportation à partir de 2007
7. Offre touristique orientée vers le Tourisme Durable	1) Nombre de nouveaux opérateurs touristiques locaux; 2) Nombre d'établissements respectant la réglementation sur le tourisme durable	Organisation des Assises Nationales sur le Tourisme Durable à Antananarivo du 21 au 23 Novembre 2006: 120 participants	<b>Plan d'actions</b> sur le Tourisme Durable <b>élaboré</b>
		Elaboration d'un plan éco-marketing du Parc Zoologique d'Antananarivo	Etude en cours
		Edition d'un Manuel de Ventes sur Madagascar pour l'Office National du Tourisme (Novembre 2006) – Version anglaise	2500 exemplaires de ce Manuel de ventes ont été édités, dont 1000 exemplaires financés par le PCI.



### **3. ECHANGES SUR LES RESULTATS**

A l'issue de la présentation du rapport par Monsieur Alain Liva Raharijaona, Haut Conseiller National auprès du Cadre Intégré, un échange de vues a eu lieu qui est synthétisé ci-après :

- *Madame Fanja Ravoavy – PNUD*
  - Spécifier dans les activités une différenciation entre la politique régionale et la politique commerciale (activités 5 – 1 et 5 – 2)
  - Connaître les régions bénéficiaires de la formation en alcool à brûler

Réponse de l'Expert National :

- La formation se déroule actuellement dans 03 régions: Analan-jirofo, Atsinanana, Betsiboka

- *Madame Voahangy Arijaona, MAEP*
  - L'activité 1-4 doit être reformulée comme suit : « Elaboration d'une stratégie de communication ... » au lieu de « Recrutement d'un consultant pour élaborer ... »
  - Tenir informé le MAEP lors de la restitution du rapport sur la formation sur les normes EUREPGAP et lors de la séance de restitution
- *Monsieur Gérard Ravelomanantsoa, STA*
  - Proposition de tenir compte de l'objectif final (par exemple 2012) pour le pourcentage du progrès atteint dans la revue annuelle
- *Monsieur Jean Jacques Raharison, SIM*
  - Effectivité des mesures prises au niveau de la SADC concernant l'importation des matières premières. Quand en est-il réellement ?

Réponse de Monsieur Leonnel du MICDSP :

➤ L'effectivité de ces mesures n'est pas encore totale.

- *Madame Ellena Rabeson, Banque Mondiale*
  - Proposition de tenir compte du MAP et du PNSP dans l'élaboration du prochain PTA (2007 à 2012)
  
- *Madame Mireille Ratoaveloson, MICDSP*
  - Le MICDSP doit être fortement impliqué dans toutes les activités du PCI
  
  - La communication doit être améliorée pour les projets qui sont en partenariat avec le MICDSP
  
- *Monsieur Corneille Agossou, PNUD*

Il a d'abord mis l'accent sur la bonne collaboration entre le PNUD, la Banque Mondiale et le MICDSP dans la mise en œuvre du projet et a souhaité que l'équipe du projet ne se substitue pas à la partie nationale dans l'exécution.

Il a ensuite fait les recommandations suivantes :

- ✓ Mieux orienter le projet vers des résultats tangibles et mesurables entrant dans la problématique du Cadre Intégré
  - ✓ Faire pleinement jouer les effets de synergie entre le projet Cadre Intégré et les autres projets appuyant le développement du secteur privé
  
  - ✓ Appuyer Madagascar à tirer parti de l'intégration régionale et de son insertion internationale en l'aidant à identifier les défis, les goulots d'étranglement, les contraintes de l'offre, les menaces, les moyens d'y faire face etc...
  - ✓ Associer étroitement la Société Civile et le Secteur Privé au projet dans ses différentes phases (planification, mise en œuvre et suivi).
- 
- *Monsieur Prega Ramsamy, EDBM*
    - Proposition de mettre dans un tableau le budget dépensé par activité
    - L'EDBM a émis le souhait d'intégrer le Comité de Pilotage
    - Proposition de ne pas oublier dans les activités du Programme la nécessité d'exploiter les marchés régionaux

#### **4. RECOMMANDATIONS :**

Il apparaît très clairement au vu de l'évaluation des résultats que la très grande majorité des résultats attendus ne seront atteints qu'après une période de deux à trois ans. Les activités de renforcement de capacités du Cadre Intégré ne porteront leurs fruits que si le programme se poursuit au cours de l'année 2007, ceci afin de rattraper les retards de démarrage dus à des contraintes institutionnelles. **Une prolongation au 30 Septembre 2007 est par conséquent recommandée.** En particulier, il apparaît clairement que le gouvernement de Madagascar a besoin d'un **appui pour la mise en oeuvre de sa politique commerciale globale et sectorielle**, surtout dans un contexte de la plus grande intégration de son économie dans l'économie mondiale et régionale (Afrique Australe avec la SADC, Accord de Partenariat Economique avec l'Union Européenne). Des **problématiques sectorielles** devront être adressés dans ce cadre de l'intégration internationale. Enfin, il apparaît primordial de coordonner les activités du Cadre Intégré avec les autres projets d'appui au secteur privé du PNUD en particulier, et de l'ensemble des bailleurs en général.

#### **5. ONT PARTICIPE :**

- Madame Soamihanta Poulain, Secrétaire Général, GEFP
- Madame Voahangy Arijaona, Directeur du Développement du Partenariat, MAEP
- Madame Ellena Rabeson, Chargée de Programme, Banque Mondiale
- Madame Fanja Ravoavy, Projet Appui au Secteur Privé, PNUD
- Madame Marie Hortense Razafindramboa, Directeur Général, Ministère du Tourisme
- Madame Mireille Ratoaveloson, Directeur Général de l'Industrie, MICDSP
- Madame Hasina Ramarson, Chargée de Programme, PNUD
- Madame Joséphine Razanaseta, Chargée d'Etude MICDSP/SG
- Madame Herinivo Raharimalala, Chargée d'Etude MICDSP/SG
- Madame Liva Razanarisoa, Projet Cadre Intégré
  
- Monsieur Corneille Agossou, Représentant Résident Adjoint, PNUD
- Monsieur Prega Ramsamy, Chief Executive Officer, EDBM
- Monsieur Liva Raharijaona, Expert National, Projet Cadre Intégré
- Monsieur Samuel Raveloson, Président du SIM
- Monsieur Christian Razafindratandra, Programme ONUDI
- Monsieur Jean Jacques Raharison, SIM
- Monsieur Tiana Ravaloson, PNUD
- Monsieur Gérard Ravelomanantsoa, STA
- Monsieur Leonnel, Directeur des Relations Internationales, MICDSP
- Monsieur Riana Rasamimanantsoa, Projet Cadre Intégré

Pour le MICDSP

Pour la Banque Mondiale

Pour le PNUD